

De la télé-réalité avec des sans-abri : télé-poubelle ou véritables vertus ?

Le futur programme de la chaîne de télévision *Vier* risque de faire beaucoup parler de lui. Attendu à l'automne, *Project Axel* mettra en effet en scène cinq sans-abri anversois dans un nouvel avatar de la télé-réalité dont le « pitch » est connu : les cinq personnes veulent changer de vie, elles disposeront, pour tenter d'y parvenir, de 10.000 euros sur un compte et

de l'accompagnement de psychologues, de médecins, de travailleurs sociaux et d'avocats.

Le risque que ces cinq volontés de changer de vie ne soient que prétexte à voyeurisme est d'ores et déjà pointé sans doute n'est-ce d'ailleurs pas étranger à la prudence de la chaîne, qui jusqu'ici a très peu communiqué au sujet du nouveau programme. Il serait toutefois à nuancer. Un programme identique a été dif-

fusé au cours des derniers mois aux Pays-Bas. Précédé par les mêmes critiques, il a fini par recueillir des éloges unanimes en raison notamment de la vision nouvelle qu'il promouvait à propos des SDF, pointait jeudi matin plusieurs journaux néerlandophones.

Abondamment voyeuriste, la télé-réalité peut-elle aussi avoir quelques vertus ? ■

M.C.

« Avant tout, une démarche mercantile de course à l'audience »

Benoît Hossay

Benoît Hossay est travailleur social au sein de l'association Solidarités Nouvelles. Il est impliqué également dans le front commun des SDF, une plate-forme de plusieurs associations d'amateurs et d'actuels sans-abri en Flandre, à Bruxelles et en Wallonie.

Que la télé-réalité puisse arpenter les terrains de la précarité ne plaît pas à Benoît Hossay. Le travailleur social y voit une dérive sociétale. Ce genre de programmes comporte également des risques selon lui dont ceux-ci : tourner en caricature le SDF ou l'exposer à une médiatisation dangereuse. Quant au recul de certains préjugés concernant les sans-abri, il peut advenir également autrement.

Que pensez-vous de ce genre d'émissions de télé-réalité ?

Y a-t-il autre chose que du voyeurisme pur ?

J'ai un problème avec la forme comme avec le fond de ce genre de programme. La

démarche poursuivie est avant tout mercantile, il ne faut pas s'en cacher, il s'agit surtout, de la part de la chaîne qui va diffuser l'émission, de faire de l'audience sur le dos de SDF filmés sur la durée. C'est une dérive sociétale de plus avec le risque de tourner en caricature les SDF. Bien sûr que si on interrogeait des personnes sans domicile fixe sur ce qu'elles pensent de ce genre de programmes, une proportion se montrerait intéressée. Mais ne serait-ce pas là la réaction de gens dans la galère à qui l'on propose une solution facile ?

Certains pointent un intérêt

éventuel : changer le regard que l'on peut avoir de l'action sociale, des sans-abri. Qu'en pensez-vous ?

Peut-être que ce genre de programme est susceptible de corriger la vision des gens. Mais n'y a-t-il pas d'autres moyens de le faire ? De nombreuses associations ont insisté sur l'importance d'impliquer la société civile, sur le fait que le sans-abrisme n'est pas seulement leur affaire en quelque sorte ou celle des pouvoirs publics. La société civile doit aussi tenter d'influencer les choses. Comme à Namur par exemple où des collectifs de citoyens se sont formés pour s'opposer aux dernières décisions de la ma-

jorité communale concernant la mendicité. Très sincèrement, je ne crois pas que ce genre de mobilisation puisse naître à partir d'une émission de télé-réalité. Verser une larme au moment de la diffusion, cela ne suffit pas. Il en faut plus.

Dans la démarche qui fera l'objet de l'émission, il y a sans doute tout de même un point commun avec l'approche qui est celle de beaucoup d'associations de terrain aujourd'hui : le fait de donner la priorité à l'acquisition d'un logement dans une démarche de réinsertion, le fameux « housing first ».

Où. Mais ce genre d'ap-

proches ne vaut pas pour tout le monde. D'une personne à l'autre, les besoins sont différents, la façon de reprendre pied peut être différente également. Certains accoquent très bien avec une approche « housing first ». D'autres ont besoin d'autres approches. En outre, vu le sous-financement de programmes comme celui-ci, ils ne concernent qu'une très faible partie de nos publics. Mais, une fois encore, lorsque des travailleurs sociaux privilégient une telle approche housing first, on n'est pas dans la télé-réalité. Avec elle, les « chutes » peuvent être terribles. Car, évidemment, une démarche de réinsertion n'aboutit pas

toujours, il y a des échecs. Rappelez-vous il y a quelques années le concours « Miss SDF » : à l'époque, les associations de terrain avaient déjà été très critiques par rapport aux risques pour des personnes fragilisées d'apparaître sous les feux de la rampe. Non, si l'on veut, je crois, changer la vision des SDF, il y a bien d'autres choses à faire. Organiser de réelles rencontres par exemple avec des citoyens. Elles ont le mérite d'être vraies, sincères. Et fréquemment des rencontres comme celles-là se mettent en place à certaines occasions. ■

Propos recueillis par
MATHIEU COLINET

« Mieux vaut donner un logement que de l'argent »

Daniel Dumont

Né en 1982, Daniel Dumont est docteur en droit, licencié en philosophie et titulaire d'un diplôme en éthique économique et sociale. Il a réalisé sa thèse de doctorat à l'Université Saint-Louis - Bruxelles, en tant qu'aspirant du Fonds national de la recherche scientifique (FNRS). Sa thèse est intitulée « La responsabilisation des personnes sans emploi : une question ».

Pour Daniel Dumont, l'aide en nature est souvent plus urgente et montre des résultats plus tangibles.

Il suffirait de donner 10.000 euros à un sans-abri pour qu'il sorte de la rue... Voyeurisme ou recette miracle ?

Je suis perplexe. J'ai beaucoup de contacts avec les personnes qui travaillent avec les sans-abri sur le terrain. Et la principale nécessité, c'est que les sans-abri puissent faire appel à une palette diversifiée de services qui sont coordonnés. Dans l'immédiat, l'important, pour ces personnes, ce n'est pas du cash. C'est que ces services procurent de l'aide en nature : du logement, de l'aveuil, des soins, de l'information. On voit que les sans-abri s'en sortent toujours mieux si on a affaire à des travailleurs sociaux qui peuvent leur fournir un accompagnement social. Je suis donc très sceptique sur l'idée de donner un chèque, avec mission de se débrouiller. Pour certains, ça peut être une solution, mais pour beaucoup d'autres, les difficultés à résoudre ne se limitent pas à un manque de revenus.

Cela dépend notamment de la durée depuis laquelle la personne est dans la rue ?

C'est clair : plus la rupture est longue, plus la réinsertion est difficile. Il y a des groupes de sans-abri très différents, et

beaucoup d'entrées et de sorties. Raison pour laquelle il faut mettre en place des structures d'aide variées, aptes à répondre aux besoins, qui sont divers. Il est difficile de faire du sur-mesure. Mais il y a des profils récurrents : les femmes victimes de violences domestiques et qui sont en hébergement d'urgence, les Rams, l'indépendant victime d'une rupture familiale et professionnelle majeure. Je n'aime pas parler de solution miracle, mais dans le milieu, il y a une recette qui est beaucoup débattue pour l'instant et essayée en Europe et en Belgique, qu'on appelle le housing first ou logement avant-tout. L'idée vient de New York. Elle est simple : sortir du cheminement classique dans l'aide au sans-abri qui veut qu'il n'est pas prêt pour réintégrer un logement et qu'il faut d'abord qu'il résolve les problèmes les plus immédiats (désintoxication, administratifs, etc.) pour l'amener progressivement vers un logement. Le housing first, c'est l'inverse : donner un logement immédiatement et sans aucune condition à une personne sans-abri. L'accompagnement proposé est facultatif.

Et ça marche ?

Beaucoup d'observateurs étaient sceptiques au début, mais on voit des taux de réussite, de maintien au logement, très surprenants. C'est très

coûteux, mais ça ne pourra pas être mis en place pour les 3.000 sans-abri que compte Bruxelles, mais la formule se développe. Des associations servent d'intermédiaire entre le propriétaire et le sans-abri, en concluant le contrat de bail à leur nom, ce qui donne une sécurité au détenteur du logement. Ensuite, l'association sous-loue le bien au sans-abri, moyennant parfois un loyer très modique, ne fût-ce qu'à titre symbolique.

Plutôt que donner de l'argent, il vaudrait mieux donner un toit ? On revient à l'idée qu'il vaut mieux donner une aide en nature. Pour beaucoup de besoins les plus urgents, de ne pas qu'il n'est pas important de donner du cash aussi, raison pour laquelle les associations les dirigent vers les CPAS où ils peuvent demander un revenu d'insertion. Mais le minimum est accompagné d'un travail social, ce n'est pas juste une somme pour soldé de tout compte. Si on me démontre que donner 10.000 euros est efficace, je n'ai pas de problème à le voir, mais je suis assez sceptique sur le fait que des émissions de télé-réalité pourraient le démontrer, ne fût-ce que parce que le casting induit un biais dans la sélection des sans-abri qui y figurent. ■

**Propos recueillis par
CORENTIN DI PRIMA**